

## Quand la CIA sous-traite la torture

De notre correspondant Philippe Coste

Pour les services américains, le 11 septembre 2001 a signé l'échec d'un système de renseignement trop respectueux des droits de l'homme. Depuis, ils ont délocalisé dans des pays moins scrupuleux les interrogatoires de terroristes présumés.

Il était 17 heures, ce 18 décembre 2001, et Hanan, décrochant le téléphone dans son appartement de Stockholm, eut juste le temps d'entendre son mari, Ahmed Agiza, lui hurler qu'il venait d'être arrêté, tandis qu'on lui arrachait son portable. Ahmed, un réfugié politique égyptien installé en Suède depuis 1991, venait d'être enlevé en pleine rue par les services de renseignement suédois et conduit, avec un autre Egyptien nommé Mohammed Al-Zery, lui aussi enchaîné et les yeux bandés, dans un local reculé de l'aéroport Bromma de Stockholm, où les attendaient six hommes encagoulés. Des Américains, agents de la CIA, qui, en quelques secondes, avaient lacéré leurs habits au couteau avant de les revêtir de survêtements, de leur administrer un sédatif et de les embarquer à bord d'un jet privé Gulfstream V. Destination: Le Caire, où les réceptionnèrent les tortionnaires des services antiterroristes égyptiens. Le même appareil, et de semblables hommes en noir, avait, quelques semaines plus tôt, transporté de Karachi au Caire un Yéménite impliqué dans l'attentat contre un navire de la marine américaine, l'USS Cole. Pour son dernier voyage. Le terroriste, Mohamed Saïd Iqbal Madni, est, depuis, selon les associations de défense des droits de l'homme, mort au cours d'un interrogatoire. L'appareil de 14 places, l'un des fleurons d'une flottille aérienne d'au moins trois avions exploitée par la CIA, aurait pu s'envoler vers d'autres horizons: le Maroc, la Jordanie, l'Afghanistan, l'Ouzbékistan, et même encore récemment la Syrie. Autant de nations alliées aux Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme - pour la plupart, bien moins scrupuleuses en matière de droits des détenus que leur commanditaire américain - et points clefs d'un véritable réseau international de délocalisation et de sous-traitance de la détention, des interrogatoires et de la torture, élevés en remparts de défense des Etats-Unis. Un système nommé Extraordinary Renditions (restitutions extraordinaires), qui a permis, depuis quatre ans, d'escamoter près de 200 présumés terroristes.

*«Le gouvernement américain est condamné à  
cautionner des exactions, et la détention ad vitam  
aeternam des suspects»*

Au lendemain des attentats du 11 septembre, une Maison-Blanche humiliée et des services de renseignement, en premier lieu la CIA, bernés par une poignée de fanatiques d'Al-Qaeda infiltrés aux Etats-Unis ont attribué leur cécité au respect trop scrupuleux des lois de protection du citoyen et du droit international. Les bons sentiments du Congrès, hostile depuis les années 1980 aux méthodes trop musclées de ses barbouzes, la convention de

Genève, les traités internationaux contre la torture avaient, d'après les juristes réunis autour d'Alberto Gonzales, aujourd'hui promu ministre de la Justice, empêché l'Amérique d'obtenir des informations indispensables à la protection de ses concitoyens.

On ne l'y reprendrait plus: Extraordinary Renditions fonctionnait déjà depuis le milieu des années 1990, en réponse aux premiers attentats d'Al-Qaeda contre le World Trade Center. Il consistait, jusqu'alors, à se saisir aux quatre coins du monde de terroristes condamnés par contumace et en fuite et à les remettre aux services secrets de leurs pays d'origine, principalement l'Égypte, pour interrogatoire poussé, et souvent exécution officielle ou occulte. L'administration Bush s'est chargée d'étoffer le système pour y inclure les simples suspects de terrorisme, transformant Extraordinary Renditions en charnière du contre-terrorisme.

### ***Les pires sévices subis au Caire***

«Le caractère judiciaire et limité de l'opération n'est plus essentiel, a ouvertement reconnu, devant les médias américains, Michael Scheuer, analyste de la CIA jusqu'en 2004, fondateur du réseau sous Bill Clinton et auteur - sous le pseudonyme «A» - d'un best-seller critiquant la lutte antiterroriste de Bush. Le gouvernement américain est condamné à cautionner des exactions, et la détention ad vitam aeternam des suspects. C'est un cauchemar.»

Ahmed Agiza, «rapatrié» de Suède avec l'aide de la CIA, a ainsi subi les pires sévices dès son arrivée au Caire: flagellé avec des câbles, suspendu par les pieds, allongé sur un sommier de métal électrifié, contraint pendant des jours, sous les coups, de nettoyer le sol de sa cellule avec sa langue. Ce repentir de longue date purge aujourd'hui une peine de vingt-cinq ans de prison au Caire. Mohammed Al-Zery, lui, a été libéré, brisé, après deux ans de tortures, et assigné à résidence dans son village natal, sans qu'aucune charge ait pu être retenue contre lui. Son innocence évidente traduit l'effarante dérive des Extraordinary Renditions...

Le 26 septembre 2002, Maher Arar, un informaticien canadien d'origine syrienne, revient à Montréal de ses vacances en Tunisie. Son avion fait escale à l'aéroport Kennedy de New York, où il est appréhendé, car son nom figure sur une liste de personnes suspectées de terrorisme. Après treize jours de détention et d'interrogatoires à New York, Arar est embarqué, pieds et poings liés, par de mystérieux agents en civil à bord d'un jet privé. Il arrive à Amman, en Jordanie, vingt-quatre heures plus tard, via Washington et Rome, avant d'être remis, à la frontière, aux services secrets syriens. Un an durant, il est maltraité, battu, emmuré dans une minuscule cellule souterraine. Il avoue tout ce qu'on lui demande, y compris son appartenance au réseau Al-Qaeda, des séances d'entraînement - fictives - dans des camps terroristes dont ses tortionnaires lui soufflent le nom. Malgré ses aveux absurdes, Arar est finalement libéré en octobre 2003, non sans avoir enfin compris les raisons de son calvaire: une vague connaissance, un autre ressortissant canadien d'origine syrienne arrêté lors d'un séjour à Damas et secrètement détenu

depuis deux ans, a cité son nom sous la torture, comme ceux de tous ses amis d'Ottawa.

«Leur système est désordonné et propice à la bavure»

Arar est l'un des rares «restitués» à pouvoir donner publiquement quelques précisions sur sa détention et sur son périple. La date, l'heure approximative de ses décollages et atterrissages, la description de l'avion - un Gulfstream III immatriculé N829MG, remarqué sur divers aéroports internationaux par les clubs de plane watchers, ces fanas de l'observation des décollages d'avion - sont recoupées par les bases de données publiques de l'aviation civile américaine.

Il en va de même pour le Boeing 737, le plus gros appareil de la CIA, dans lequel, enchaîné et drogué, Khaled Masri, un Allemand d'origine libanaise arrêté le 31 décembre 2003 en Macédoine, a rejoint, sous la garde d'une dizaine d'hommes en cagoule, une prison de Kaboul. Un centre d'interrogatoires où, après l'avoir brutalisé pendant six mois, ses geôliers américains ont réalisé leur méprise. Masri n'avait rien à voir avec Khaled al-Masri, un lieutenant d'Al-Qaeda proche de Mohamed Atta, principal organisateur des attentats du 11 septembre. L'infortuné Allemand a été déposé au bord d'une route déserte proche de la frontière de Macédoine. A son retour à Ulm, il a trouvé sa maison vide. Son épouse, se croyant abandonnée, était partie au Liban avec ses enfants. «Leur système est désordonné et propice à la bavure, ironise John Sifton, l'un des experts du contre-terrorisme de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch. De nouvelles zones de non-droit se développent dans des prisons étrangères où les Américains peuvent agir à leur guise...»

### ***Des témoignages inutilisables***

Avec quels résultats? Khaled Cheikh Mohammed, principal concepteur des attentats du 11 septembre, a subi le supplice de la baignoire dans une prison sous-traitée de Jordanie. Ibn al-Cheikh al-Libi, chargé des camps d'Al-Qaeda en Afghanistan, a avoué à ses tortionnaires égyptiens avoir eu des contacts avec Saddam Hussein. Des propos qui ont fondé en partie l'argumentaire public de Bush en faveur de la guerre en Irak, avant d'être démentis par leur auteur dès l'arrêt des sévices. Ramzi ben al-Shibh a été coincé au Pakistan et torturé depuis. Mais les avocats de Zacarias Moussaoui, le seul complice présumé des terroristes du 11 septembre, ont eu beau jeu de demander à son procès le témoignage de ces gradés d'Al-Qaeda. Le gouvernement refuse, sachant que les mauvais traitements qu'ils ont subis rendent inutilisables leurs témoignages. Le procès de Moussaoui est bloqué. Comme celui de nombre de grosses pointures du terrorisme international. En tout cas, on ne peut oublier les propos de George W. Bush: en janvier dernier, le président assurait que «la torture n'est jamais acceptable» et que «l'Amérique ne remet[tait] pas ses prisonniers à des pays qui la pratiquent»...